



Autolib' Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2017 23 - Création de la régie autonome « Vélib' »

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ;
Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 22 février 2017 ;
Vu la saisine du Comité Technique du 17 février 2017 ;
Vu le rapport de Madame la Présidente,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE de créer, selon les stipulations susvisées, une régie autonome à caractère administratif

Article 2 : APPROUVE à cet effet les statuts de la régie autonome figurant en annexe fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette régie ;

Article 3 : DECIDE de dénommer ladite régie « Régie Vélib' »

Article 4 : FIXE le montant de la dotation initiale de la régie autonome à 500 000 euros sous forme d'avance remboursable ;

Article 5 : AUTORISE la Présidente à accomplir toutes les démarches et formalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie



Autolib' Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROJET DE DÉLIBÉRATION 2017 23 – Création de la régie autonome « Vélib' »

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

A la suite de la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole, sera en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Vélib' à compter de l'attribution du marché public prévue en mars 2017.

Le Syndicat assume ainsi à compter de 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire et qui seront à traduire dans ses documents budgétaires :

- La première, historique, reflète les engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public en cours ;
- La seconde, prévue en compétence optionnelle sur l'adhésion spécifique des collectivités volontaires, est relative au service Vélib'.

Du fait des modalités de gestion différentes pour ces deux services, avec leurs financements propres, le comité syndical a souhaité que soient assurées une lisibilité financière et une étanchéité des risques éventuels portés par chacune de ces activités.

L'article 62 de la loi du 12 juillet 1999¹ a expressément autorisé l'ensemble des collectivités territoriales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale ou les syndicats mixtes à exploiter directement un service public industriel et commercial ou un service public à caractère administratif sous forme de budget annexe constitué sous forme de régie autonome.

L'exécution de ce budget annexe donne lieu à émission de titres et de mandats dans des séries de bordereaux distinctes de celles du budget principal.

Ce budget distinct permet ainsi :

- De fournir des indications détaillées sur le fonctionnement du service public, de suivre d'année en année l'évolution de sa situation financière, de dégager ses propres résultats et de retracer l'affectation donnée à ces résultats ;
- De décrire les mouvements financiers qui s'opèrent entre le budget général et le budget annexe : versement de subventions (couverture de déficit d'exploitation ou d'investissement, prestations réciproques, etc.) ;
- De faciliter la mise en œuvre des obligations fiscales (TVA). En effet, l'individualisation dans un budget annexe d'une activité assujettie à la TVA est fortement recommandée par les services fiscaux ;

¹ loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, codifié aux articles L.1412-1 et L.1412-2 du CGCT, a étendu le champ des régies à tous les niveaux de collectivités territoriales, à leurs établissements publics, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes.

- D'isoler les risques financiers de certaines opérations qui peuvent être importants, compte tenu de la nature de ces opérations et de leur durée ;

Les résultats du budget principal et du budget annexe font l'objet d'une présentation agréée en annexe du compte administratif (article L.2313-1 3° du CGCT).

Dans le cas d'une création d'une régie par un autre niveau de collectivité que la commune, il convient de raisonner par analogie entre le conseil municipal et l'organe délibérant de cette collectivité et entre le maire et l'exécutif de cette même collectivité (article R.1412-1 à 3 du CGCT).

Ainsi, c'est l'organe délibérant de la collectivité, en l'occurrence le Comité Syndical, qui détermine les statuts, les règles générales d'organisation et de fonctionnement et qui désigne les membres du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation parmi lesquels les élus de la collectivité sont majoritaires.

Ces dispositions permettent de renforcer le contrôle exercé par la collectivité de rattachement sur la régie autonome. En effet, la maîtrise accrue de la collectivité revêt une importance toute particulière pour les régies chargées d'exploiter des services publics administratifs eu égard notamment aux modalités de financement de ceux-ci, provenant essentiellement des subventions de la collectivité de rattachement, et permet un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Pour le service public « Vélib' », le financement par les usagers ne couvre pas l'intégralité du coût de revient du service, ce qui suppose une prise en charge complémentaire par les collectivités adhérentes. C'est pourquoi, l'activité « Vélib' » relève d'un service public à caractère administratif.

La régie dotée de la seule autonomie financière n'a pas de la personnalité morale car elle est intégrée dans la personnalité juridique de la collectivité qui l'a créée. En revanche, elle dispose de son propre compte au trésor et applique l'instruction comptable adaptée à son activité, en l'occurrence, la nomenclature M14.

Elle dispose d'un budget distinct du budget de la collectivité et d'un organe de direction (conseil d'exploitation). Cependant, l'essentiel des pouvoirs est conservé par l'assemblée délibérante de la collectivité, dont l'exécutif est l'ordonnateur.

Toutefois, l'article L.2221-13 du CGCT précise que lorsque le syndicat est constitué exclusivement en vue de l'exploitation d'un service administratif (...), les membres peuvent demander que l'administration du syndicat se confonde avec celle de la régie.

Cela permet ainsi de remplacer le conseil d'exploitation par le comité du syndicat.

L'article R.2221-66 du CGCT précise que lorsqu'il est fait application des dispositions précitées, le comité du syndicat est élargi à des personnes extérieures pour exercer les attributions du conseil d'exploitation, les membres du comité syndical devant détenir plus de la moitié des sièges de celui-ci.

Sur la base des éléments qui précèdent, il est proposé au Comité Syndical de se prononcer en faveur de la création d'une régie à autonomie financière, sans personnalité juridique, à caractère administratif et assujettie à la TVA, permettant une mise en œuvre sécurisée des activités du service public Vélib'.

A noter que cette régie a besoin d'un fonds de trésorerie, sous forme de dotation initiale, qui doit lui apporter les moyens nécessaires au démarrage de son fonctionnement.

En effet, la régie supporte toutes les obligations afférentes au service public Vélib' et devra notamment préfinancer les opérations relatives au nouveau marché Vélib' avant l'ouverture du service et l'encaissement des premières recettes des usagers.

Il est proposé que la dotation initiale soit versée par le budget principal sous forme d'avance remboursable.

Un projet de statuts a donc été établi, présenté en annexe, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la régie « Vélib' ».

Je vous prie, mes chers(ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente



Autolib' Vélib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

Statuts de la Régie Vélib'

Projet

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Une Régie dotée de l'autonomie financière, dénommée Régie Vélib' est créée et est administrée conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment en application des dispositions des articles L. 2221-1 à L. 2221-20 et les articles R. 2221-1 à R. 2221-99 relatifs aux régies municipales, et notamment les articles L 2221-11 à L 2221-14 et R 2221-63 à R 2221-94 relatifs aux régies avec autonomie financière.

Cette Régie a été créée par délibération du Comité Syndical en date du 6 mars 2017 pour l'exploitation du service public Vélib'.

Article 2

La régie est chargée de l'exploitation du service public Vélib' dans les conditions techniques et financières définies par le marché public Velib' attribué par le syndicat.

TITRE II : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 3 – Conseil d'exploitation

En principe, la Régie est administrée sous l'autorité du Président et du Comité syndical par un conseil d'exploitation et un directeur.

Conformément aux possibilités ouvertes aux syndicats en application de l'article L.2221-13 du CGCT, il est décidé que l'administration du syndicat se confonde avec celle de la régie.

Ainsi, le conseil d'exploitation est remplacé par le Comité syndical.

Dans ce cas, l'article R.2221-66 du CGCT précise alors que le Comité syndical est élargi à des personnes extérieures pour exercer les attributions du conseil d'exploitation, les membres du comité syndical devant détenir plus de la moitié des sièges de celui-ci.

Article 4 – Présidence

Le(la) Président(e) du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole est le (la) représentant(e) légal(e) de la Régie et il (elle) en est l'ordonnateur. Il (elle) prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité syndical et présente à ce dernier le budget et le compte administratif de la régie.

Il (elle) nomme le (la) directeur(trice) dans les conditions prévues à l'article L. 2221-14 du CGCT et, le cas échéant, met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il (elle) peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au (à la) directeur(trice) pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 5 – Composition du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

La Composition du Comité syndical est définie à l'article 9 des statuts du Syndicat Mixte.

Lorsqu'il intervient en substitution du conseil d'exploitation :

- Les règles de représentation des membres qui s'appliquent sont définies à l'article 9-2 C des statuts précités ;
- La détermination du nombre de voix est fixée à l'article 9-3 C desdits statuts ;
- Sa composition est élargie à 2 personnalités qualifiées en matière de mobilité durable qui disposent de voix délibératives.

Le (la) directeur(trice) de la Régie peut assister aux réunions du Comité syndical avec voix consultative.

En tant que de besoin, le Comité syndical est assisté de tout agent technique ou de tout expert dont la présence est jugée nécessaire.

La désignation, le remplacement, la durée du mandat et la fin des fonctions des membres du Comité syndical sont définis par les statuts du Syndicat Mixte.

La désignation des personnalités qualifiées est opérée par le Comité syndical, sur proposition du Président. Leur remplacement, la durée de leur mandat et leur fin de fonctions sont définies dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent statutairement aux membres du Comité syndical représentants les communes. Il peut également être mis fin à leur fonction sur leur demande, ou sur proposition du Président approuvée par le comité syndical.

Article 6 – Réunions du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

Le Comité syndical se réunit sur convocation du (de la) Président(e) du Syndicat Mixte qui en arrête l'ordre du jour.

Il est en outre réuni sur la demande du Préfet ou sur la demande de la majorité de ses membres.

Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation est présent ou représentée.

Le Comité syndical désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e).

Article 7 – Attributions du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

Le Comité syndical, sous l'autorité du (de la) Président(e) :

- Délibère, sur toutes les questions spécifiques intéressant le fonctionnement de la régie ;
- Valide le tableau de la répartition des charges communes entre le budget principal et le budget annexe de la régie ;
- Donne un avis sur le budget de la régie et le compte administratif de la régie ;
- Définit les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Fixe les tarifs et les redevances dues par les usagers de la régie ;
- Approuve les plans et autres documents techniques afférents aux installations liées à l'exploitation du service public Vélib' ;
- Autorise le Président du Syndicat mixte à créer des régies comptables et à nommer des régisseurs et mandataires.

Enfin, il est obligatoirement consulté par le (la) Président(e), avant que le Comité syndical n'intervenant pas en substitution du conseil d'exploitation, ne délibère sur toutes les questions spécifiques intéressant le fonctionnement de la régie (marché public, personnel...).

Article 8 – Gratuité des fonctions

Les fonctions des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit.

Les frais de déplacement engagés par les membres peuvent leur être remboursés sur justificatifs, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 – Compétences du comité syndical du Syndicat mixte

Conformément à ses attributions définies à l'article 9-5 du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, le Comité Syndical reste compétent, y compris pour le service public Vélib' pour les attributions suivantes :

- Il vote le budget et approuve les comptes du Syndicat Mixte (budget principal et annexe)
- Il approuve les programmes de travaux et vote les moyens financiers correspondants.
- Il établit le règlement intérieur.
- Il décide des contrats et conventions à passer pour la réalisation de son objet
- Il décide de la souscription des emprunts
- Il fixe le montant maximum des droits et redevances d'occupation votés par les communes pour l'occupation du domaine dont elles sont propriétaires ou sous concédantes
- Il donne au/à la Président(e) l'autorisation de signer les baux, d'intenter et de soutenir les actions en justice et d'accepter les transactions
- Il autorise le président à assurer la gestion des ressources humaines du Syndicat mixte et à procéder aux nominations et recrutements associés

Article 10 : Le personnel de la régie

La régie ne disposant pas de personnalité morale, les personnels intervenant dans le cadre de la compétence Vélib' sont les agents du Syndicat Mixte.

Le Directeur/trice assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet, il prépare le budget et procède, sous l'autorité du (de la) Président(e), aux opérations de gestion des affaires de la régie.

TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 11 - Budget

Le budget annexe de la régie est préparé par le (la) directeur(trice), soumis pour avis au Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, présenté par le (la) Président(e) et voté par le Comité Syndical.

Le (la) Président(e) fournit à l'appui de ses propositions un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la Régie.

Article 12 – Ressources de la Régie

La Régie a pour ressources notamment :

- Toutes les contributions, dotations ou subventions versées par les membres du Syndicat Mixte au titre de la compétence Vélib', toute autre recette spécifique au service Velib'
- Les produits d'exploitation perçus auprès des usagers du service public Vélib'.

Article 13 – Dotation initiale

La Régie bénéficie d'une dotation initiale de 500 000 euros sous forme d'avance remboursable.

Article 14 – Dépenses de la Régie

La Régie supporte toutes les charges de fonctionnement et, le cas échéant, d'investissement, du service public Vélib', notamment le paiement des prestations afférentes au marché public Vélib'.

Elle supporte également la quote-part des dépenses de personnel, de structure et de fonctionnement enregistrée par le budget principal sur la base d'états de répartition justifiant les flux financiers entre ce budget principal et le budget annexe de la régie.

Article 15 – Comptable public

Les fonctions de comptable de la Régie sont assurées par le comptable public du Syndicat Mixte.